

Vers un environnement favorisant le développement du secteur privé

Une Facilité financée par l'Union Européenne par le biais du Fonds Européen de Développement (FED)

## Table des Matières

### 1 DOSSIER

2<sup>ème</sup> réunion de haut niveau sur le financement des PME dans les pays ACP

### 2 EN BREF

Recommandations de la 2<sup>ème</sup> réunion de haut niveau sur le financement des PME dans les pays ACP

### 2 NOUVELLES REQUETES DE BIZCLIM



Bulletin d'information de la Facilité Climat des Affaires ACP

Octobre 2011 / N°5



## 2<sup>ème</sup> réunion de haut niveau sur le financement des PME dans les pays ACP

*Lors de la deuxième réunion de haut niveau organisée par le Secrétariat ACP les 13 et 14 octobre, la discussion a porté sur les résultats préliminaires d'une étude financée par BizClim comme contribution à la propre réflexion du Secrétariat ACP sur le financement des PME dans les pays ACP et le rôle de la BEI en tant que gestionnaire de la Facilité d'Investissement.*

**L'**importance économique et sociale du secteur des Petites et Moyennes Entreprises (PME) est largement reconnue par le monde académique, la littérature politique et les gouvernements. La contribution des PME du secteur formel dans les pays en développement est estimée à 45% des emplois et à 33% du PNB. Ces chiffres sont nettement plus élevés si la contribution estimée des PME du secteur informel est prise en compte. Actuellement, les gouvernements du monde entier reconnaissent l'importance des PME et leur contribution à la croissance économique, à la cohésion sociale, à l'emploi et au développement local. Ceci est vrai particulièrement dans les économies des pays en développement et, plus spécifiquement, dans ceux dont l'emploi et la distribution des revenus représentent des défis importants. L'Amérique Latine et l'Asie ont fourni un laboratoire qui illustre qu'une économie croissante peut s'établir sur un secteur dynamique des PME et que les inégalités peuvent être réduites de manière significative si le poids du secteur des PME augmente rapidement.

Néanmoins, il est très difficile pour les entrepreneurs et les petites entreprises d'établir et développer leurs affaires. Les PME font face à une grande quantité de contraintes financières et non financières, particulièrement dans les pays à faible revenu. D'après les recherches de l'IFC, les cinq composants non financier de l'environnement des affaires cités par les PME parmi les obstacles les plus importants sont le manque d'approvisionnement en électricité, la bureaucratie, les taux d'imposition élevés, les pratiques des concurrents du secteur informel et la corruption. En ce qui concerne les contraintes financières, 30 à 35 % des PME des marchés émergents n'ont pas accès au crédit formel ni aux découverts bancaires en dépit de leur besoin évident. Les banques ont des difficultés à prêter à des PME n'apportant que peu de garanties et à l'avenir incertain. Au sein des pays ACP, les entrepreneurs aussi créatifs et motivés qu'ils soient, échouent bien souvent par manque d'accès au capital. Consciente de l'importance du secteur privé et des PME, la Banque européenne d'Investissement a assuré la gestion depuis sept ans de la Facilité d'Investissement ACP

La Facilité Climat des Affaires ACP, en abrégé BizClim, fournit une assistance technique pour améliorer la réglementation et la législation, le cadre institutionnel et les mesures financières favorisant le développement du secteur privé des pays ou régions ACP. Pour ce faire, la Facilité se concentre notamment sur l'appui aux gouvernements ACP, aux institutions régionales et aux organisations du secteur privé.

**Editeur responsable**  
M'Hamed Cherif  
Rue Belliard, 205  
1040 Bruxelles - Belgique  
Tél: +32 2 669 98 25  
Fax: +32 2 669 97 86  
info@acpbusinessclimate.org  
www.acpbusinessclimate.org

conformément à l'Accord de Cotonou. Dotée d'un fonds renouvelable de 3,185 milliards € avec prise en charge de risque, la Facilité vise à stimuler les investissements du secteur privé dans les pays ACP. Une récente évaluation à mi-parcours de la Facilité a conclu que son impact sur la croissance et la compétitivité des pays a été limité. C'est notamment la raison pour laquelle le Secrétariat ACP, avec le soutien de BizClim, a lancé un projet visant à accroître le financement des PME dans les pays ACP et à améliorer l'impact de la Facilité sur les PME. Dans ce cadre, une première réunion de haut niveau a eu lieu le vendredi 15 juillet à la Maison ACP à Bruxelles au cours de laquelle une étude sur le sujet a été lancée. Une seconde réunion de haut niveau a eu lieu les 13 et 14 octobre 2011 afin de discuter des résultats de l'étude et de dégager les principales recommandations.

### Première réunion de haut niveau

Le vendredi 15 juillet, le secrétariat ACP a organisé une réunion de haut niveau d'une journée afin de discuter des moyens à mettre en œuvre pour augmenter le financement des PME et améliorer l'impact de la Facilité d'Investissement sur les PME. La réunion a rassemblé plus de 100 directeurs de quelques-unes des plus importantes institutions financières et multilatérales des pays ACP de même que des représentants des certains établissements bancaires de la région avec pour principal objectif d'apporter des conseils et une réflexion à l'équipe d'experts chargée d'une étude sur l'amélioration de l'accès au financement pour les PME et les petits Etats. Au cours de cette réunion de haut niveau, les options de coopération disponibles ont été évaluées, de nouvelles possibilités envisagées et des recommandations

pratiques discutées. La réunion a notamment sollicité une plus forte collaboration entre les institutions financières de développement et les banques commerciales ainsi qu'une meilleure coordination entre les parties prenantes dans le développement des PME. La régionalisation de la Facilité d'Investissement a été également désignée en tant qu'élément essentiel pour améliorer l'accès au financement des PME. La réunion s'est clôturée avec la création d'un Comité Consultatif responsable du suivi des recommandations faites au cours de la réunion, de continuer la réflexion sur le financement des PME et de conseiller le secrétariat ACP sur les questions relatives à ce sujet.

### Deuxième réunion de haut niveau

Faisant suite au succès de la première réunion de haut niveau, le secrétariat ACP a organisé une seconde réunion les 13 au 14 octobre visant plus spécifiquement à discuter des résultats préliminaires de l'étude et à se concentrer sur les conclusions et recommandations principales pour améliorer le financement des PME et permettre à la Facilité d'investissement de renforcer son appui aux PME et aux petits Etats. En outre, des présentations et des discussions sur l'entrepreneuriat social et le financement des PME ont eu lieu ainsi que sur les meilleures pratiques identifiées et des expériences réussies. Des recommandations d'importance ont été dégagées et le Comité consultatif a été mandaté pour les finaliser et les rendre opérationnelles. En outre, le Comité rédigera un projet d'orientation à soumettre au secrétariat ACP vers la fin de novembre au plus tard. Finalement, les consultants et le Comité consultatif continueront la réflexion sur la délocalisation de la Facilité d'Investissement. ■



## Recommandations de la 2<sup>ème</sup> réunion de haut niveau sur le financement des PME dans les pays ACP

### Recommandations principales

- Appuyer les activités de renforcement des capacités orientées sur le financement des PME
- La BEI devrait répondre plus spécifiquement aux besoins des PME, notamment « le maillon manquant ».
- La BEI devrait renforcer l'utilisation des instruments de partage ou d'atténuation des risques de crédit, éventuellement avec des ressources concessionnelles, ainsi que développer sa capacité à mobiliser des capitaux.
- Augmenter l'utilisation conjointe par les Institutions Financières de Développement de ressources concessionnelles et commerciales (par exemple l'Union européenne et la BEI) pour le financement des PME.
- La BEI devrait se montrer plus proactive pour élargir la couverture des pays ACP bénéficiant de ses interventions

### Autres recommandations

- Renforcer le partenariat avec les organisations du secteur privé lors des opérations de financement des PME.
- Engager des partenariats entre les gouvernements et le secteur privé dans le financement des PME et la création d'un climat propice aux affaires.

## NOUVELLES REQUÊTES

Pays/ Region	Bénéficiaire	Titre
République de Vanuatu	Ambassade de la République de Vanuatu	Promouvoir les énergies renouvelables dans des zones rurales à Vanuatu
Pacifique	Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique	Amélioration de la sécurité énergétique au Pacifique
UEMOA	Commission de l'UEMOA	Système E-régulation
COMESA	COMESA RIA	Améliorer les sites web des API et les outils de marketing selon les rapports GIPB
SADC	OCDE	Programme de renforcement des capacités pour améliorer la capacité des fonctionnaires à concevoir et mettre en œuvre des projets PPP en infrastructures, tant au niveau régional que national